
Démocratiser la recherche, mais sans argent : analyse de quelques mythes et retour aux sources

- Conférence d'ouverture

Jean-Marie Van der Maren
Université de Montréal

Comme le reconnaissait le président de l'ARC à propos du titre du colloque de 1995, le titre d'un colloque, comme celui-ci, est slogan qui peut être analysé en tant que tel, c'est-à-dire une formule brève qui mobilise, mais qui cache aussi bien des choses. Aussi, pour tenir mon rôle habituel d'intellectuel et stimuler votre réflexion au cours de ce colloque, je vais questionner ce qui est paradoxal dans la formule : « démocratiser la recherche », alors que la recherche scientifique devrait être la plus importante des gardiennes de la liberté de penser.

N'étant pas politicologue, je ne m'étendrai pas tellement sur le terme démocratiser, pour lequel des débats sémantiques, historiques et instrumentaux seraient passionnants. Pour m'en sortir, tout en laissant le jeu du sens ouvert, je m'appuie sur John Saul qui, dans « Le compagnon du doute » (Paris : Payot, 1996), dit de la démocratie qu'elle est :

« (Un) Système existentiel dans lequel les mots ont plus d'importance que les actes. ... La démocratie ne se veut ni efficace ni linéaire, ni logique ni bon marché. Elle n'est pas la source de la vérité absolue, peuplée d'anges, de saints et de vierges. Elle n'est pas rentable, elle n'est pas non plus la justification d'un système économique particulier. Ce n'est pas simplement le règne de la majorité, ni d'ailleurs une simple question de majorités. ... Elle n'est ni élégante ni particulièrement charmante. La démocratie est le seul système capable de refléter le postulat humaniste de l'équilibre. Son secret réside dans l'engagement du citoyen. »

Précisons que pour Saul, l'humanisme est une « exaltation de la liberté limitée par notre besoin d'exercer la liberté comme part intégrante de la nature et de la société. » Pour lui, la liberté dépend de notre capacité à « chercher l'équilibre qui nous intègre dans le monde » et cette capacité est fonction « de notre reconnaissance du doute comme élément positif ». Il conclut ce passage en disant que « par conséquent la dignité de l'homme est une marque de modestie, non d'orgueil et de présomption vaniteuse ». Il nous donne quelques repères parmi ceux qui ont soutenu des positions humanistes : par exemple, Dante et Érasme. Il

constate que le doute, clef de l'harmonie avec la réalité, est, au XIX^e et XX^e siècles, rejeté par l'idéologie de la raison, avec ses manifestations mineures que sont le marxisme et le capitalisme.

Saul nous dit encore des choses intéressantes à propos de la démocratie directe.

« Démocratie directe : Idée séduisante qui n'a jamais fonctionné en plus de deux mille ans. Cela fait un des thèmes favoris des groupes politiques dont les instincts sont fondamentalement antidémocratiques. »

Mais plus loin, il écrit :

« La démocratie directe semble mettre le citoyen en avant en soulignant l'importance du vote. Le vote est bien évidemment essentiel dans un processus démocratique, mais la question n'est pas là. La considération, la réflexion, le doute et le débat, tels étaient les principaux objectifs de l'agora et de l'ekklesia athéniennes, ainsi que des assemblées de représentants au cours des derniers siècles. » Il utilise alors une analogie : « Ces quatre éléments constituent la phrase démocratique, le vote n'en étant que la ponctuation. » ... Le vote, c'est le point d'interrogation qui complète la phrase démocratique, mais sans la phrase, le point d'interrogation n'a pas de sens.

Je reprends : la considération, la réflexion, le doute et le débat constituent un préalable sans lequel le vote n'a pas de sens.

Or, quelle est l'attitude à la base de l'humanisme, du siècle des lumières et aussi de la recherche scientifique contemporaine ? C'est le doute.

Profitons de cette passerelle pour passer à la recherche. Quelles en sont les fonctions ?

Dans le texte original de l'article publié par le Devoir en décembre dernier, j'avais écrit ceci :

Peu de recherches produisent des hypothèses qui constituent des progrès majeurs de la connaissance. Trop de gens s'activent à des activités de recherche sans avoir la culture et surtout l'imagination pour créer de nouveaux savoirs. La collecte de données n'annonce pas nécessairement l'originalité des conclusions ; souvent les données sont récoltées et analysées d'une telle manière que le chercheur ne peut que confirmer son ignorance... ou ce qu'il savait avant de collecter ses données. Ce ne sont donc ni les collectes de données ni

leurs analyses qui enrichissent l'enseignement des professeurs. Ce sont plutôt les lectures, les réflexions et les discussions sur les ouvrages des autres. Autrement dit, ce sont les études qu'ils n'arrêtent pas de mener qui enrichissent leur enseignement autant que leurs capacités de conduire des recherches. Ce qui enrichit l'enseignement est donc préalable à la recherche : c'est la maîtrise critique des théories et des méthodes du domaine qui permet de l'enseigner autant que de construire des problèmes de recherche intéressants et qui pourront être instrumentés. Tous les professeurs, qu'ils soient chercheurs vedettes ou non, ne peuvent tenir leur rôle que s'ils consacrent une partie importante de leur temps à l'étude des écrits de leur domaine, et cela n'a, en tant que tel, rien à voir avec une nécessité de mener soi-même des activités empiriques de recherche.

Je reprends autrement l'analogie de Saul : la phase essentielle de la recherche, ce n'est pas le travail sur le terrain, ni la collecte et le traitement des données. La partie empirique de la recherche, c'est comme le vote pour la démocratie : c'est la ponctuation qui vient compléter la phrase. Ce qui est important dans la recherche, c'est d'abord l'étude des écrits, le passage obligé en bibliothèque, c'est l'analyse conceptuelle et critique des théories et des discours, c'est le doute et l'examen minutieux des rapports de recherche et des méthodes utilisées. Ensuite, après la partie empirique, c'est le retour à la réflexion pour délimiter la signification et pour baliser l'interprétation des synthèses construites avec intelligence (sinon ce n'est pas la peine) sur les données analysées. Mais sans ces phases d'études, d'analyses conceptuelles et d'analyses critiques, sans l'effort d'élaboration théorique sur lequel la réflexion et le doute porteront, la recherche n'existe pas ; sans ces phases où le doute guide l'étude, il n'y a que saisie d'information sans élaboration de connaissance, il n'y a qu'activisme data maniaque permettant de réinventer sans fin le bouton à quatre trous.

La recherche scientifique comporte donc les ingrédients de la démocratie. Mais, vous aurez noté que, parmi les phases de la recherche, celles qui en sont fondamentales et qui en même temps participent à la démocratie, en sont aussi les moins flamboyantes. Ce sont les phases qui correspondent le moins aux justifications des demandes de subventions. Les phases de la recherche qui participent à la démocratie sont celles qui correspondent le plus au travail qui devrait être la préoccupation principale de tous les enseignants, qu'ils soient de l'enseignement supérieur autant que du primaire ou du secondaire : l'étude analytique, critique et synthétique des discours et des théories savantes autant que des discours et des théories du peuple comme de ceux qui nous gouvernent.

Ce travail critique, cet exercice de la liberté de penser, fait partie des responsabilités de base de la fonction pédagogique, car nous ne pouvons enseigner que ce qui, à

ce jour et selon un travail rigoureux d'analyse, correspond au mieux avec la « vérité », telle que définie par l'épistémologie scientifique contemporaine en tant qu'hypothétique, c'est-à-dire provisoire, conditionnelle, relative et conjecturale. Là se trouve principalement la justification qui permet à tout enseignant de réclamer un accès libre à la recherche : la nécessité éthique d'être critique par rapport aux discours et de pouvoir les mettre à l'épreuve afin de s'assurer de n'enseigner que ce qui se rapproche de la vérité tout en sachant ne jamais pouvoir atteindre la Vérité.

Si, comme pédagogue participant à la formation de futurs citoyens artisans de la démocratie, le savoir que nous avons à enseigner n'est qu'une vérité hypothétique, il nous faut aussi éviter de faire de la recherche un bien absolu, qu'il faut absolument défendre et protéger, sinon promouvoir.

Mais le lien de la recherche avec la démocratie est tenu et fragile. Il dépend essentiellement d'une double attitude de l'esprit. D'une part, il s'agit d'un travail de la pensée qui se veut libre, qui veut rester libre. D'autre part, c'est une pensée qui cultive le pessimisme, au sens où elle sait que ses mesures ou ses observations ne sont jamais qu'approximatives et que ses solutions et ses conclusions ne sont qu'hypothétiques, relatives à ses théories, conditionnelles aux instruments et aux situations et surtout conjecturales. Cela veut dire que le chercheur ne formule une solution ou une hypothèse que dans le cadre d'un pari : il sait qu'il est probable que l'erreur soit présente, il sait que ses instruments ne tiennent compte que d'une partie de la complexité qu'il aurait dû mesurer et que, même en croisant ou en triangulant les mesures, celles-ci restent limitées ; il sait que les analyses effectuées ont nécessairement été orientées, sinon biaisées, par ses connaissances et ses préférences théoriques ; il sait que même dans une perspective interdisciplinaire ou multiréférentielle, le génie et l'originalité de ses conclusions sont limités aux habiletés qu'il a développées et aux connaissances qu'il a cultivées.

Bref, le chercheur qui prétend, à la fois, faire de la science et contribuer à la démocratie tient non seulement à douter du discours des autres et à les mettre en question, mais il est aussi pessimiste à l'égard de ses propres travaux, et corrélativement, il reste ouvert et à l'écoute de ce que les autres peuvent apporter à la solution, toujours difficile et toujours insatisfaisante, des problèmes complexes auxquels les sociétés démocratiques sont confrontées.

Or, le doute, le pessimisme, l'ouverture et l'écoute ne semblent pas être des attitudes très répandues, même chez les chercheurs. D'une part, ceux-ci sont souvent tentés par le mirage d'une « Raison » toute-puissante et les succès rencontrés dans certains secteurs des sciences et technologies les ont conduits à plus d'un abandon de l'attitude scientifique de base. D'autre part,

l'appel des gens de pouvoir à leurs conseils et à leurs savoirs les a poussés à des compromissions, à des complicités passives ou actives avec les réseaux et les groupes les plus antidémocratiques de nos sociétés. Voyons brièvement ces mésusages de la recherche.

La recherche qui participe de la démocratie n'est ni une activité économique ni une activité de caste. Or, on constate facilement qu'elle est aujourd'hui valorisée, même survalorisée comme un état idéal, comme une nouvelle religion, comme une idéologie. Par exemple, il suffit d'écouter la télévision et de lire certains magazines pour voir qu'on utilise la recherche et la science comme argument final, absolu, de plusieurs publicités et de plusieurs propagandes.

Or, dès qu'elle devient une valeur absolue, la recherche n'est plus qu'une perversion, une caricature. Elle devient alors un mythe permettant d'imposer sans avoir à discuter, sans avoir à débattre. C'est un des outils de protection des courtisans du pouvoir, les technocrates, qu'ils soient les technocrates des pouvoirs en place, des corporations ou des groupes de pression. Les technocrates sont des êtres instruits et cultivés, parfois même avec des doctorats, mais qui sont avides d'accéder au pouvoir sans avoir à courir le risque du débat démocratique. Ils vendent leur intelligence au service de ceux qui occupent les postes officiels pour les manipuler, mais sans avoir à assumer les conséquences électorales de leurs brillants conseils. Les technocrates ont, dans nos sociétés, deux arguments principaux à l'égard desquels ils poussent la population à accorder une valeur absolue, ce qui en fait des arguments antidémocratiques : le droit et la recherche scientifique. Attribuant une valeur absolue au droit, ils le placent au-dessus de la démocratie en faisant oublier son caractère arbitraire et sa dépendance du législateur. Les technocrates du droit, de brillants avocats, poussent les députés à sanctionner les lois qu'ils concoctent avec la complicité des officines des corporations, et une fois les lois sanctionnées, ils essayent de faire croire aux députés que les lois sont devenues autonomes et les dépassent. Ainsi en est-il de la constitution canadienne comme de toutes les lois qui, en aucune façon ni par quelque artifice, ne peuvent pas devenir des absolus si on prétend rester en démocratie. La recherche scientifique est l'autre bien vénéré comme un absolu par les technocrates qui servent leurs arguments derrière l'autorité du paravent empirique, sans le soumettre à l'esprit critique de la recherche, et avec l'hermétisme des discours savants : ça fait scientifique, donc c'est vrai. La recherche recouvre donc, à l'heure actuelle, une charretée de perversions quant à son but premier. Quand on regarde ce qui se fait dans les universités, ce qui n'est évidemment pas le cas dans les collèges, on doit reconnaître un ensemble d'usages parasites de la recherche qui n'a rien à voir avec la science, telle que définie plus haut, et avec la démocratie. Relevons-en quatre parmi les plus visibles.

Dans certains cas, la recherche est utilisée comme couverture pour créer, de toutes pièces, un bagage d'arguments pour les experts du gouvernement, les technocrates des sciences humaines et le pouvoir qu'ils cherchent à exercer par élus interposés. Il est remarquable, si l'on prend, par exemple, le discours de certains économistes souvent cités, que leurs analyses et leurs prescriptions ne soient jamais présentées, par eux-mêmes, comme limitées, provisoires, conditionnelles et surtout pas conjecturales c'est-à-dire comme des paris risqués. Pourtant, formuler des énoncés absolus et les présenter comme fondés sur le savoir d'une discipline qui se prétend scientifique, c'est un détournement de la recherche. Il est aussi remarquable que les prédictions de ces économistes se réalisent plus rarement que celles de météorologues, mais que l'on continue de leur accorder plus de crédibilité et beaucoup plus de pouvoir, surtout quand ils traitent de l'éducation, qu'on en accorde aux enseignants. Mais l'art de présenter une discipline divinatoire, quelle qu'elle soit, sous l'aura de la science considérée comme productrice de vérité absolue, voilà un détournement de la recherche scientifique des plus répandus au bénéfice de quelques-uns. Or, cette perversion de la recherche se réalise au moment où certains, dont les acteurs de la perversion, font la promotion de la recherche. Il est donc impérieux de définir en les délimitant, quels sont les attributs, les qualités et les prétentions des résultats de la recherche. Dans d'autres cas assez fréquents, la recherche occupe une fonction aristocratique lorsqu'elle est utilisée comme prétexte pour obtenir des primes de salaire accompagnées de dispense d'enseignement, appelée allègement de tâche ou dégrèvement. Voilà donc la recherche servant à la justification d'une outrecuidance : certains professeurs - chercheurs, avec le trait d'union entre professeur et chercheur, mais pas tous évidemment, sont payés plus que les autres pour faire moins que les autres la tâche principale pour laquelle ils ont été engagés mais qu'ils n'aiment pas faire ou qu'ils estiment n'être pas assez profitable. La recherche est donc ainsi un mythe payant, en même temps qu'une stratégie de fuite des responsabilités pédagogiques.

Notons au passage, qu'il n'y a pas que la recherche qui sert à obtenir un refuge doré : l'administration est aussi une voie très intéressante pour obtenir plus d'argent en faisant faire par les autres ce qu'on n'a pas envie de faire soi-même. Le summum est évidemment de devenir administrateur des recherches que font les autres ou d'être l'administrateur en chef des administrateurs de la recherche des autres. Quoi de plus prestigieux et en même temps d'inutile pour la connaissance qu'un vice-recteur à la recherche.

En outre, l'activité de recherche, dans sa forme académique, est institutionnalisée comme obligation, comme clef de la reconnaissance promotionnelle : obtenir des subventions d'organismes fédéraux, écrire dans des revues internationales en anglo-américain, fréquenter les

colloques bostonniens, californiens, parisiens, japonais et bientôt chinois, voilà les lignes du curriculum vitae qui seront prises en compte pour obtenir une apparence de permanence d'emploi et pour grimper dans l'échelle salariale. Peu importe l'intérêt scientifique, la pertinence sociale et la résonance professionnelle de la recherche, l'important c'est de chercher, car tous doivent faire de la recherche et ne peuvent être évalués que par la recherche. Mais la recherche de quoi pour trouver quoi ? La recherche d'un projet de recherche qui sera subventionné, la recherche d'invitations pour des conférences, la recherche de lieux, exotiques ou non, où se tiennent des congrès dans lesquels on passe dix minutes pour exposer des résultats qui ne seront pas discutés car on n'a pas eu le temps de préciser le problème et de détailler l'instrumentation et la méthode utilisées ? Combien de milliers de dollars pour ces dix minutes ? Combien d'articles de revues savantes ne nous apprennent que ce que l'on savait déjà ? Combien d'articles ont suivi des méthodes rigoureuses et les rapportent ? Trop de chercheurs écrivent pour le tourisme scientifique qui produit la ligne dans le curriculum vitae bien plus que pour discuter ou contester des idées reçues et construire de nouvelles hypothèses sur des faits.

Notons que la recherche, comme activité économique de type P.M.E., n'est pas toujours aussi égoïste. Elle exige parfois le dévouement du bon patron, du chef d'équipe qui passe son temps à la recherche d'argent pour acheter de l'équipement, entretenir le matériel et faire travailler des assistants. Le bon directeur de recherche s'épuise aussi à remplir des demandes de subvention pour obtenir des bourses déguisées permettant de donner un petit plus aux étudiants de maîtrise ou de doctorat qui ont épuisé leur bourse d'étude ou qui sont trop serrés dans leurs finances pour avoir l'esprit libre parce qu'ils veulent, en plus du diplôme convoité, avoir tout de suite un chum, une belle mère, un bébé, la télé, une maison, un chat, un chien, une voiture neuve, des vacances, celles qu'ils n'ont jamais prises depuis leur bac, les vacances à Cuba !

Il faut reconnaître que, souvent, ces bons patrons-là, qui ont mérité d'obtenir et de maintenir des subventions passent plus de temps à gérer les budgets et à diriger les équipes de collaborateurs, d'assistants, de techniciens et d'étudiants qu'à réaliser eux-mêmes le travail sur le terrain ou en laboratoire. L'activité réelle de ces chercheurs de pointe est moins la collecte des données et leur analyse que tout ce qui les permet et les entoure. À côté des consignes à donner aux secrétaires pour remplir les formulaires qu'il faudra faire signer par le vice-doyen puis photocopier en quinze exemplaires (sauf la sixième des 18 pages qui doit porter les signatures originales) et des instructions aux assistants, du dépannage de l'ordinateur ou de l'imprimante. La tâche de recherche se réduit alors à la rédaction de pro-

jets et la lecture critique d'articles, à la discussion des analyses de résultats et de leur interprétation, à la correction des articles, mémoires et thèses de collaborateurs et, quand il reste du temps, tard le soir, tôt le matin ou lors des fins de semaine et des congés lorsqu'on n'est pas dérangé, à la rédaction d'un article ou d'un chapitre de livre. Cela est donc important pour les étudiants des maîtrises et des doctorats de recherche, mais cela est très secondaire, sinon nuisible, pour l'enseignement au baccalauréat et dans les maîtrises et les doctorats professionnels.

En outre, étant donné les enjeux économiques de ces PME de la recherche, la production scientifique s'y émousse pour ne devenir que rentable : il faut segmenter les problèmes de recherche pour maintenir le plus longtemps possible les subventions et réduire la précarité et l'insécurité de l'équipe ; il faut demander une subvention pour une recherche déjà faite et que l'on a réalisée sur l'argent d'un autre projet, afin de rédiger une demande en béton ; il faut faire bifurquer les activités d'une partie de l'équipe, non pas sur une question importante qui surgit, mais sur les thèmes qui deviennent prioritaires ou stratégiques dans les officines des organismes subventionneurs afin d'être prêts pour le prochain concours, etc.

La recherche peut aussi remplir d'autres fonctions parasites qui, bien que mineures, sont assez fréquentes pour pouvoir être observées. Ce sont essentiellement des fonctions de fuite par rapport à la tâche. Parmi celles-ci on note :

- occuper des étudiants à des manipulations quand on n'a pas grand-chose à soumettre à leur intelligence ;
- dans l'illusion d'un apprentissage par problème, les entraîner à formuler des questions sans cultiver les réponses réfléchies ;
- obtenir un diplôme de maîtrise ou de doctorat ;
- se désennuyer et satisfaire un goût pour le dilettantisme en se branchant sur ce qui est à la mode ;
- être bien dans sa peau, se trouver soi-même ;
- paraître occupé devant son ordinateur et ne pas avoir à fournir des réponses qui demanderaient que l'on s'implique.

Les quatre grandes fonctions parasitaires de la recherche (les fonctions technocratiques, aristocratiques, académiques et économiques) reposent sur l'activation de représentations mythiques à propos de la recherche scientifique. Si l'on veut revenir aux fonctions essentielles de la recherche, il convient de les débusquer.

Le scientisme, représentation mythique de la science, voit celle-ci à l'instar d'une nouvelle religion, qui apporte une nouvelle vérité, absolue mais qui ne trompe pas et qui ne serait pas au service des prêtres. La vérité scientifique serait bonne et efficace, sans imposer une morale ; elle comporterait la certitude d'un avenir

meilleur étant donné les victoires résultant du développement des sciences de la nature et des technologies au cours des deux derniers siècles. Les erreurs ou les échecs observés ne seraient que des bavures accidentelles causées par la nature humaine des applications de la science et non pas par la science. Selon cette représentation, la science est porteuse de dogmes sécurisants autant que de solutions aux problèmes tout en ne proposant qu'une règle minimale de conduite : tout est permis à moins que la science ait montré qu'on ne peut le faire sans conséquences dramatiques. Un tel scientisme a permis aux chercheurs de revendiquer un statut extraordinaire et des budgets qui se sont développés comme des tumeurs malignes, toute subvention accordée engendrant au moins une nouvelle demande de subvention. Pourtant ce que dit la science n'est jamais absolu, ce n'est qu'hypothétique. Les échecs sont bien plus que des bavures. Ils sont dus à l'oubli des limites relatives, conjecturales, conditionnelles de la science. Deux autres représentations mythiques sont accrochées au scientisme, celle de pertinence et de l'efficacité de la « Raison » et celle de l'objectivité et de l'impartialité de la « Méthode ».

Mais qu'est-ce que la méthode et pourquoi serait-elle impartiale ? La méthode est la règle d'un jeu, celui de la recherche, dans laquelle il s'agit de montrer que les autres n'ont que partiellement raison et que l'hypothèse ou la solution que nous proposons sont meilleures. Pour arriver à convaincre les autres de la supériorité de nos hypothèses, il faut que la démarche que nous avons suivie, autrement dit les règles du jeu argumentatif de ce débat, soit aussi admise par nos adversaires (ou nos partenaires, dépendant du caractère plus ou moins polémique de la position choisie). En effet, il n'y a débat et conviction que si les règles sont partagées. C'est lorsque les règles admises deviennent des contraintes au progrès de la recherche de connaissances que certains chercheurs proposent et font reconnaître de nouvelles règles. Ils y arrivent en précisant ou en modifiant les définitions des objets de recherche et les techniques de mesure de ces objets. C'est ce qu'on appelle un changement de paradigme. La méthode est donc un ensemble de règles consensuelles, arbitraires, applicables par n'importe qui sur n'importe quoi dans les limites d'un champ de recherche disciplinaire. En tant que telle, la méthode ne porte aucune signification, aucune intention, aucune idéologie : la méthode n'est qu'un formalisme vide de sens qui emboîte des procédures empiriques ou logiques sur n'importe quoi. C'est pour cela qu'elle paraît impartiale. Mais cette impartialité n'est pas absolue : elle ne reste impartiale que dans la mesure où aucun des partenaires ne la conteste pas et ne se trouve pas censuré par ceux qui veulent maintenir inchangées les règles du jeu. Autrement dit, la méthode n'est impartiale qu'autant qu'un changement de paradigme ne se profile pas à l'horizon.

Qu'est-ce que la raison, et pourquoi serait-elle efficace ? La raison n'est pas une manière de penser, de réfléchir ou de résoudre des problèmes. La raison est une manière de présenter, de formuler, de communiquer la pensée, la réflexion et les solutions. La raison est une forme de rhétorique permettant de faire entendre raison sans faire appel au dogme révélé, à la croyance, à la foi. Est raisonnable celui qui accepte le raisonnement de l'autre. Ce raisonnement est jugé lui-même, et souvent par lui-même, raisonnable et rationnel dans la mesure où il présente une argumentation qui semble explicite et linéaire, débarrassée de tous les signes d'une passion ou d'un calcul qui indiqueraient l'intérêt que le raisonneur avait à convaincre le raisonné. Pour monter une telle argumentation, la base la plus intéressante était la rationalité logique. Mais celle-ci n'est efficace que dans les domaines où les objets sont clairement définis, ce qui est rarement le cas des choses humaines. De plus, même des illettrés peuvent être capables de démontrer et de discuter la logique d'une argumentation. La rationalité technique et la rationalité scientifique sont donc de meilleures bases pour une argumentation rationnelle : seuls ceux qui connaissent la définition des objets et les méthodes admises dans un champ technique ou scientifique peuvent disposer de contre arguments permettant de résister à la raison scientifique ou technique.

Toutes deux, raison et méthode, peuvent s'appliquer à n'importe quel objet et à n'importe quel discours pour leur donner une façade d'objectivité, de désintéressement, de rigueur implacable. Présentées comme des composantes essentielles de la scientificité, il suffit que raison et méthode soutiennent un propos pour que celui-ci soit reçu comme valide, fondé, juste et pertinent. Quelques-uns se sont amusés à construire des articles qui avaient toute l'apparence de la science et à les soumettre à la crédulité publique. Certains l'ont fait pour le plaisir de démystifier les apparences. Ainsi Georges Perec avait produit un petit bijou, repris dans le numéro d'avril 1984 de *Science et Avenir*, intitulé : « Experimental Demonstration of the tomatotropic organization in the soprano (Cantatrix sopranica L.) ». Tous les charlatans peuvent tenir des discours rationnels utilisant systématiquement des procédés rhétoriques issus de la science et de l'écriture de la science ; ces discours n'en restent pas moins des charlataneries. Raison et méthode ont permis aux braves gens d'être sereins devant les incertitudes de l'avenir, et aux hommes politiques d'être confiants devant l'irréalisme de leurs promesses. Et pourtant, s'il y a bien deux choses dont il faut se méfier, c'est bien de la raison et de la méthode.

Écartant ces conceptions et usages de la recherche qui l'exploitent au détriment de la démocratie, voyons maintenant quelles sont les finalités « démocratisantes » de la recherche et quelles sont les caractéristiques de leurs productions avant d'envisager les questions de la formation à la recherche.

La recherche savante, celle qu'à notre époque on dit « scientifique », a trois visées principales.

La première, et la plus ancienne, était de mieux comprendre l'homme et son environnement, disons le réel, afin de mieux enseigner la vérité, ou plus exactement une vérité approchée, relative et conditionnelle. Cette visée, comme on l'a vu, est celle qui relie enseignement et recherche et qui fait de la possibilité de la recherche une condition au progrès de l'enseignement et au rôle de celui-ci dans la formation du citoyen, acteur engagé de la démocratie. C'est la finalité pédagogique de la recherche.

La deuxième visée, intimement reliée à la première, au moins depuis le XVIII^e siècle bien que présente plus tôt chez quelques-uns (Galilée par exemple) est celle de la contestation des dogmes, du bon sens limité aux évidences du sens commun, des révélations. En plus de mieux comprendre pour mieux enseigner, la recherche a maintenant aussi pour but de démontrer les discours qui contraignent, les arguments qui emprisonnent, les autorités qui censurent et qui empêchent la liberté de penser. Cela, quelles que soient ces autorités, même et notamment celle des autres scientifiques. Cette fonction de transgression des savoirs établis, de doute et de pessimisme envers les solutions et les prescriptions, impose à la recherche un caractère polémique auquel elle ne peut pas échapper, quelques soient les difficultés et les blessures narcissiques qui peuvent en résulter. Son objectif est donc de libérer la pensée pour permettre l'élaboration de nouvelles connaissances. C'est la finalité épistémologique de la recherche.

La troisième visée est celle du contrôle de l'environnement, de son exploitation, de son développement au bénéfice de l'humanité. De plus en plus, une telle recherche ne peut plus se limiter à n'être qu'une application systématique des savoirs savants à la solution des problèmes de gestion de l'environnement physique et humain. Selon une mode de penser qui devient un autre absolu, on exige de la recherche appliquée une perspective écologique, autrement dit de maintenir au moins, d'enrichir au mieux l'harmonie des rapports entre l'activité des sociétés et l'environnement de l'humanité. Cette visée se présente sous deux formes : une finalité pragmatique (ou pragmatico-économique) lorsqu'il s'agit de contrôler l'environnement physique et de développer des biens ; une visée politique (ou axio-politico-financière) lorsqu'il s'agit du contrôle des individus et des groupes humains et du développement de ce qui est abusivement appelé des « services ».

Deux lieux se sont partagé les recherches attelées à ces finalités. Les institutions d'enseignement postsecondaire ont surtout été préoccupées par les finalités pédagogiques et épistémologiques alors que les centres industriels et militaires l'ont été surtout par des finalités pragmatiques et politiques, accessoirement par des finalités épistémologiques. En fait, les complexes militaro-industriels préféraient exploiter les

taro-industriels préféraient exploiter les connaissances développées dans les institutions d'enseignement et les transférer dans leurs applications, à moins de passer des commandes aux Écoles Polytechniques, qui étaient à leur origine des institutions paramilitaires au service de l'État. Par ailleurs, la recherche appliquée était mal considérée dans les institutions d'enseignement qui, lorsqu'elle s'y adonnaient, le faisaient plus pour tester la validité des théories dans un transfert technologique que pour résoudre un problème. De plus, les chercheurs qui y faisaient de la recherche appliquée y adoptaient une attitude scientifique, c'est-à-dire qu'ils doutaient des solutions, ils étaient pessimistes quant à leur puissance et envisageaient leur lot d'inconvénients qu'il faut peser avant de décider. Les politiciens et les industriels d'avant la deuxième guerre mondiale considéraient que les chercheurs de l'enseignement postsecondaire étaient de très mauvais conseillers incapables de décider, pesant toujours le pour et le contre, etc. Mais les choses sont changées depuis la deuxième guerre mondiale. Tant la recherche fondamentale (soit celles des finalités pédagogiques et épistémologiques) que la recherche appliquée coûtent de plus en plus cher parce que l'instrumentation relève d'une technologie de plus en plus sophistiquée et parce que c'est la même instrumentation qui sert aussi bien dans le versant fondamental que le versant appliqué. La double localisation de l'instrumentation devient onéreuse et l'industrie réduit ses coûts de manière plus efficace en s'octroyant les moyens d'instrumenter autant sa production qu'une recherche plus directement appliquée à cette production. Le complexe militaro-industriel se paye quelques savants alléchés par l'instrumentation sophistiquée de ses laboratoires. Il lui reste seulement à obtenir de manière ponctuelle la collaboration de cerveaux spécialisés dans l'abstraction, ce qu'elle peut réaliser, avec la complicité de l'état et des organismes subventionneurs, par les programmes de recherche en partenariat. Et l'état est complice. En effet, la rationalité technique s'étant, depuis la fin de la deuxième guerre, de plus en plus insérée dans les officines gouvernementales qui cherchent à rentabiliser leur financement des systèmes d'éducation, le contrôle de l'environnement, tant dans ses finalités pragmatiques que politiques, s'est imposé comme enjeu principal des subventions accordées aux institutions d'enseignement. Par le biais des programmes stratégiques, des programmes d'actions concertées, des programmes prioritaires et des commandites, les gouvernements ont, depuis les années 1970, orienté les subventions vers des recherches à finalité explicitement ou partiellement et implicitement pragmatique ou politique. Plus récemment et à la suite des pressions du patronat et des grandes corporations, les états et les organismes subventionneurs ont cru trouver un avantage financier, pour la réduction des déficits que dénonçaient le patro-

nat et les corporations, en poussant résolument la recherche des institutions d'enseignement dans les bras du partenariat.

On, c'est-à-dire des politiciens, des journalistes et quelques-uns d'entre-nous, on a donc dénoncé l'inutilité de la recherche « gratuite », de la recherche non finalisée, comme dit Astolfi, ce qui veut dire sans finalité pragmatico-économique ou politique, et nos pseudo gestionnaires des gouvernements ont conclu qu'une recherche fondamentale, la recherche gratuite, ne devait rien lui coûter : tant qu'à défendre la recherche gratuite, que les chercheurs la fassent donc gratuitement ! On a dénoncé l'abstraction de la recherche fondamentale, son conservatisme et sa pauvre efficacité, en particulier dans l'amélioration des systèmes sociaux et d'éducation, en prétendant que seul un partenariat avec des clients lui permettrait d'aboutir à une quelconque innovation salvatrice. Car, dit-on, il faut innover et la recherche qui n'aboutit pas sur l'innovation ne serait que ronron.

Mais de quelle innovation s'agit-il ? L'innovation n'est-elle pas un autre slogan, plus au goût du jour que celui de la « créativité », trop gratuite, trop artistique et trop humaniste en cette époque d'efficacité et de bilan comptable ? S'il s'agit d'innovation théorique, j'ai bien peur que le partenariat n'y conduise pas plus que la recherche traditionnellement menée dans les institutions d'enseignement. S'il s'agit d'être plus efficace pour créer de nouveaux produits de consommation, souvent peu utiles par rapport à ceux dont on est déjà inondé, alors ce n'est pas plus un partenariat qui y conduira, mais une soumission des chercheurs aux corporations, une mercantilisation de la recherche, un abandon de son esprit au profit de la quête de ce qui attire, de ce qui se vend, de l'illusion par laquelle on peut faire un profit. Vendre les charmes de son corps pour de l'argent, cela s'appelle de la prostitution. Comme appellera-t-on vendre sa liberté de penser pour de l'argent ? J'espère qu'on aura le courage de l'appeler aussi prostitution, car vendre son âme pour de l'argent n'est pas plus noble que vendre son corps.

Cela étant, que reste-t-il du rapport entre la recherche, la démocratie et les institutions d'enseignement ?

La démocratie et l'éthique pédagogique ne peuvent se satisfaire que d'une recherche libre qui cultive le doute, le débat, l'échange et le pessimisme. La démocratie et l'éducation ne peuvent se développer si la recherche est asservie à la quête du profit ou du pouvoir, si elle est délimitée par la ligne d'un parti politique et par les intérêts des corporations. Si l'on veut que la recherche puisse encore soutenir l'éducation et la démocratie, elle ne peut pas être finalisée, car elle doit rester scientifique.

Scientifique, au sens où la recherche ne peut aboutir qu'à des solutions hypothétiques, c'est-à-dire non pas absolues,

- mais temporaires et locales, parce que, tant qu'il y a de la vie, il y a du changement et des différences ;
- relatives, parce qu'elles ne sont valables que du point de vue où les observations ont été faites ;
- conditionnelles, parce qu'une relation ne peut être observée et qu'une solution ne peut tenir que si certaines conditions sont respectées et, en tout cas,
- conjecturales parce qu'elles ne sont jamais inférées que sur la base d'une partie raisonnable, mais d'une partie seulement, de toutes les observations qu'il aurait fallu faire pour obtenir une certitude.

L'éducation et la démocratie ne se développent que parmi ceux qui acceptent et tolèrent l'incertitude, l'équilibre des positions et l'évolution. Ces trois vertus ne sont pas prisées par les gens de pouvoir et par les gens de finance qui préfèrent la certitude, même illusoire, l'hégémonie de leur position sur celle des autres, et la stabilité de leurs bénéfices et de leur popularité plutôt que leur fluctuation. Les gens de pouvoir et de finance n'aiment donc pas la recherche libre et c'est donc pour cela qu'il faut soutenir son lien avec la démocratie.

Qu'est-ce que cela implique alors pour nous, pour vous ?

Nous avons pris goût à une recherche richement subventionnée, avec des équipes nombreuses et des assistants « high tech », aux instrumentations sophistiquées qui devait nous permettre des percées originales dans nos domaines de connaissances, qui nous permettait de rayonner dans les congrès et les colloques exotiques et de publier souvent et rapidement dans des revues savantes. On croyait aussi que cette recherche subventionnée était libre, alors qu'elle n'en avait plus probablement que les apparences, mais des apparences qu'on nous laissait... pour maintenir notre collaboration. Maintenant, les illusions tombent : la recherche libre ne sera plus très longtemps subventionnée, à moins qu'elle se contente des miettes de la table du partenariat avec le pouvoir et avec les corporations.

Dès lors, si l'on veut examiner le titre du colloque, soit : « démocratiser la recherche », il faut maintenant faire la distinction entre, au moins, deux significations.

À l'image du slogan qui voulait « démocratiser l'enseignement », et qui voulait dire accorder à tous des chances égales d'accès à l'éducation, « démocratiser la recherche » peut vouloir dire permettre à un plus grand nombre d'individus de participer à cette activité soi-disant noble de l'esprit que serait la recherche. Dans ce cas, il est évident que le contexte actuel impose d'accepter la table du partenariat et la recherche finalisée vers l'innovation qui génère la consommation de biens et de services producteurs de profits et de taxes. Cette option implique que les jeunes qui devront être formés pour une telle recherche, au-

ront besoin d'une formation à l'utilisation d'instrumentations sophistiquées autant qu'à la gestion des relations sociales entre les partenaires et avec les clientèles, entre autres au niveau de l'analyse rapide des besoins de chacun des groupes. Leur formation méthodologique devra les initier à une grande variété de méthodes et de techniques, toutes conçues comme des formalismes procéduraux applicables à une multitude de problèmes indépendamment des objets et des épistémologies actuelles de recherche. Leur formation sera déconnectée des cadres théoriques majeurs, rendus accessoires, dans la mesure où les chercheurs devront être capables d'adapter les instruments de mesures et d'analyse aux opportunités qui se présenteront sans se poser de questions théoriques ou épistémologiques autres que celle de l'efficacité instrumentale des mesures prises par rapport aux solutions envisagées. Mais on sait que cette recherche ne sera noble que de nom, elle sera essentiellement alimentaire pour des chercheurs asservis aux visées mercantiles ou politiques des partenaires. De plus, ce type de recherche est loin d'une préoccupation pour la démocratie, elle est loin de promouvoir ou de soutenir l'engagement des citoyens dans les discussions et les délibérations sur la gestion de la société. Que au contraire, elle vise à augmenter leur consommation de biens et de services, à les rendre ainsi dépendants des corporations et des pouvoirs politiques.

Ma compréhension actuelle du slogan « démocratiser la recherche » est autre. Mais je reconnais qu'il y a peu de temps, je croyais qu'il serait possible de pouvoir ménager une relation réciproque entre la recherche scientifique, aux visées pédagogiques et épistémologiques, et la recherche en partenariat.

Mais je ne crois plus que cette collaboration sera longtemps possible. D'une part, parce que les visées de ces deux types de recherche, la recherche libre et la recherche en partenariat, sont antagonistes et qu'elles impliquent des attitudes d'esprit quasi en opposition.

D'autre part, parce que, de toute façon, il n'y aura pas de démocratisation de la recherche au sens d'un accès plus ouvert de cette activité à un plus grand nombre. En effet, l'argent qui sera disponible pour la recherche sera toujours compté et limité à son efficacité. Ensuite, l'informatisation et la robotisation des procédures instrumentales de recherche et des techniques d'analyse réduisent considérablement la taille des équipes nécessaires pour obtenir plus rapidement et plus sûrement des résultats qu'il n'en fallait il y a quelques années. Autrement dit, les centres de recherche n'auront pas besoin d'un personnel technique de recherche aussi important, pas plus qu'ils n'auront besoin de chercheurs de niveau intermédiaire, même avec doctorat. Il leur suffira de quelques génies, de quelques techniciens pour régler les machines et de quelques surfeurs pirates de l'information sur Internet. Les instruments évolueront parallèlement à l'évolution de l'informatique accé-

lérée par des impératifs de compétition commerciale, si bien que le remplacement et l'entretien des appareils seront confiés aux entreprises commerciales qui suivront le développement de ce secteur. Enfin, pour protéger leurs innovations et leurs brevets, les centres de recherche n'auront aucun intérêt à utiliser un personnel nombreux : plus il sera réduit et plus il sera engagé autant dans la recherche d'innovation que dans la quête de profits toujours plus grands, autant ce personnel sera fiable et contrôlable. La démocratisation de la recherche finalisée (i.e. aux finalités pragmatico-économiques ou politiques) ne se fera donc pas.

Il nous reste donc à revenir à la démocratie : rendre la recherche fondamentale, celle aux visées pédagogiques et épistémologiques, plus accessible, mais surtout plus libre, et tenter de réintroduire l'esprit scientifique, c'est-à-dire le doute et le pessimisme dans et à l'égard de la recherche appliquée. Mais, comme membre d'institutions d'enseignement postsecondaire, nous avons surtout à fournir aux jeunes les outils intellectuels qui leur permettront de maintenir et de développer le doute et le pessimisme à l'égard de tous les produits de la recherche, qu'elle soit fondamentale ou appliquée. Or, pour ce faire, les professeurs d'université, et sans doute quelques professeurs de collège, ont un travail important à faire sur eux-mêmes : nous devons nous-mêmes cultiver le doute, le pessimisme, le débat et la réflexion.

Cela n'est pas facile, et cela sera de moins en moins facile, pour trois raisons.

D'abord, il nous faut enseigner à des classes nombreuses, de plus en plus nombreuses, ce qui souvent impose à l'enseignant de recourir à une rhétorique qui accroche, qui motive et qui assoit sa crédibilité sur l'adhésion apparente de celui qui discourt au contenu de son discours.

Ensuite, la demande des étudiants, autant que du public en général, est une demande de certitude. La plupart ont été élevés dans une des religions judéo-chrétiennes qui ont pour principe de déléguer aux prêtres et aux livres saints la spiritualité des fidèles. Comme les spiritualités développées à l'intérieur de ces religions ne permettent pas d'assumer de manière autonome, personnelle, les problèmes de la signification de l'existence avec les paradoxes de la vie et de la mort, de l'individualité et du social, du plaisir et de la souffrance, les personnes qui perdent la foi dans ces Églises vivent un vide spirituel qui cherche à être comblé par d'autres certitudes. Ces nouvelles certitudes pourront être celles des professeurs, celles du scientisme ou celles des autres sectes. De toute façon, il est clair que les étudiants post-adolescents cherchent des certitudes autres que celles fournies par la religion de leurs parents et que la pression est forte auprès des professeurs de l'enseignement postsecondaire.

Enfin, une des représentations dominantes du rôle des enseignants du postsecondaire à la suite de l'expansion de la recherche scientifique depuis la deuxième guerre, a été celle de constructeur de savoir plutôt que médiateur de savoir. On a fait croire et on a laissé croire à ces professeurs qu'ils devaient enseigner le savoir qu'ils construisaient, le savoir qu'ils étaient capables de construire, autrement dit que c'était leur savoir, sinon leur personne disaient même certains psychologues, qu'ils avaient à transmettre. Cette illusion mégalomane aboutit à un éclatement des enseignements et à un dilettantisme des apprentissages. D'abord, on finit par trouver autant de contenus différents pour un même cours qu'il y avait d'enseignants. De plus, les étudiants parlant entre eux, la constatation des différences de contenu liées à la personne des enseignants les conduit à développer un relativisme de fond à l'égard de toutes les connaissances. En outre, puisque chaque personne semble avoir, dans notre libéralisme, une égale valeur, ils ne voient pas quelle valeur différente ils devraient attribuer au savoir de l'enseignant plutôt qu'à leur propre savoir d'expérience. Cette attribution aux contenus d'enseignement d'une valeur relative aux personnes qui les présente, justifie aux yeux de plus d'un étudiant qu'ils aient le droit de n'écouter que les enseignants qui leur plaisent et de n'étudier que ce qui les intéresse. On a ainsi oublié de leur faire comprendre que la connaissance est l'héritage d'une culture et d'une civilisation, que notre savoir personnel est très limité, même lorsqu'on est un savant professeur d'université, et que nous pouvons souvent apprendre des choses très intéressantes en écoutant ou en lisant ce que les autres peuvent avoir à dire.

Pour démocratiser la recherche, nous devons donc commencer par montrer aux étudiants ce qu'est la science, une démarche de construction progressive, imparfaite et polémique s'inscrivant dans une culture, et que les produits de la science sont seulement des solutions hypothétiques. Pour cela, une triple attention doit probablement être portée.

On sera attentif à leur présenter les concepts et les théories qui permettent de réfléchir aux grands problèmes contemporains, en leur présentant ces concepts pour ce qu'ils sont seulement, des concepts théoriques enchaînés dans des systèmes de pensée, et avec leur complexité autant que leur fragilité, sans cette vulgarisation qui en fait des notions prédigérées, à « l'usage amical » et à l'efficacité d'une recette.

On les aidera à rester pessimistes et à maintenir le débat ouvert en montrant les faiblesses de chaque théorie, en identifiant les contextes de leur construction et en réfléchissant aux limitations qui en résultent.

On aiguïsera leur autonomie et leur sagacité en décorquant des recherches, montrant comment le vocabulaire utilisé est à la fois précis et flou, comment un rapport de recherche montre ou cache les faiblesses de sa démarche et les sauts de son argumentation, comment

la rhétorique peut donner l'apparence de la science et peut convaincre par l'exotisme ou l'hermétisme de ses prémisses, de ses analyses et de ses conclusions. Pour réaliser une telle démarche, nous devons accepter deux exigences pédagogiques importantes.

D'abord, accepter que nous ne pouvons pas enseigner notre savoir, que nous ne pouvons être que des intermédiaires didactiques entre les connaissances de l'héritage culturel que nous avons étudiées et nos étudiants. De plus, comme intermédiaires didactiques, notre pouvoir est très limité car, quoi que nous fassions, c'est des étudiants eux-mêmes que dépend l'apprentissage.

Ensuite, nous ne pouvons être des serviteurs de l'enseignement et de la démocratie que si nous acceptons et si nous pouvons, jusqu'à la fin de notre carrière, poursuivre une attitude de recherche scientifique et maintenir la liberté de penser. Cela implique que nous soyons nous-mêmes des démocrates de la recherche :

- que nous ne nous réservions pas le champ de la recherche comme un bien de caste ou de corporation – ce qui est le risque de toute association ;
- que nous maintenions un esprit critique et une activité constante de doute et de mise à l'épreuve des discours savants, politiques, populaires, financiers et commerciaux ;
- que nous acceptions de faire de la recherche avec peu de moyens financiers et que nous reconnaissons que la recherche qui fait souvent le plus avancer les choses n'est pas la « big » recherche grassement subventionnée, mais qu'elle est souvent une recherche théorique et critique, qui n'a besoin que de cerveaux bien formés, cultivés, ayant accès aux bibliothèques ;
- que nous diffusions dans un langage accessible à tous et par les canaux aux plus larges audiences, les motifs de notre pessimisme à l'égard des solutions définitives et absolues, afin de maintenir ouvert le débat, la considération des autres hypothèses et la réflexion sur la complexité autant que sur les inconvénients des solutions.

Si nous arrivons à respecter ces exigences, nous pourrions peut-être former les jeunes à l'esprit de la recherche, et cultiver en eux le refus de l'absolu, l'humilité d'ouverture à la diversité des références, la tolérance face aux limites, et donc aussi face aux handicaps et aux souffrances, la fraternité et l'engagement social comme spiritualité autonome contre les dogmes des religions, contre l'absolu des idéologies économiques et politiques, contre la séduction des sectes. Mais, pour cela, nous devons refuser la tentation d'utiliser la recherche pour obtenir un statut de gourou, et nous rappeler que la promotion de la recherche ne peut être que la promotion de l'humilité et du pessimisme à l'égard de nos propres solutions. Ce serait un tellement beau cadeau à faire à la démocratie et à la liberté de penser.